

Hawe Hamman Bouba
Hassoumi Abdoulaye

Changement législatifs et politiques nationales

Aucun changement majeur n'a été enregistré en 2015 à propos des droits des peuples autochtones. De même qu'aucune avancée n'a été réalisée sur le code pastoral dont l'adoption et la mise en œuvre sont attendues depuis 2014. Pourtant, la désignation en décembre 2015 de M. Jaji Manu Gidado, alors président national de l'association de développement social et culturel des peuples Mbororo du Cameroun (Mbororo Social and Cultural Development Association - MBOSCUDA) au poste de secrétaire général du ministère de l'élevage, des pêches et de l'industrie animale (MINEPIA) avait fait naître de nombreux espoirs quant à l'adoption du code pastoral.

En décembre 2015, le Ministère des Affaires sociales (MINAS) a tenu une réunion de travail sur la politique de solidarité nationale¹. L'objectif de cette réunion était de favoriser l'appropriation de la politique par les différentes parties prenantes. Ont participé à cette réunion les peuples autochtones, les organisations de la société civile, le ministère des affaires sociales, les parlementaires et les populations handicapées et socialement vulnérables.

Cette réunion a permis de vulgariser la politique nationale et de proposer des mesures opérationnelles. Les objectifs, le cadre et les zones prioritaires d'intervention ainsi que les mécanismes de gestion ont été présentés aux acteurs sociaux.

Le plan quinquennal 2015-2019 pour la promotion et la protection des droits de l'Homme au Cameroun a été lancé en décembre 2015 par le premier ministre M. Philemon Yang, au nom du chef de l'Etat. Le Chef du Gouvernement a souligné l'engagement du Cameroun à respecter les droits de l'Homme conformément aux conventions internationales et régionales. Il est cependant important de noter que le plan d'action ne fait pas référence de manière spécifique aux droits des peuples autochtones.

Etudes sur l'indentification des peuples autochtones du Cameroun

La seconde phase d'étude pour l'identification des peuples autochtones du Cameroun a été lancée en 2015 sans qu'aucune information préliminaire ou implication des acteurs n'ait été réalisée. Cette situation constitue une grande préoccupation pour les peuples autochtones et plus spécifiquement pour le peuple mbororo. En effet, d'après le rapport, le peuple Mbororo ne peuvent être reconnus comme peuple autochtone au motif qu'il a un bon niveau d'éducation et qu'il est globalement bien nantis. Par conséquent, le rapport stipule qu'il ne peut pas être catégorisé comme peuple autochtone.

¹ Pour plus de détail voir aussi *The Indigenous World 2015*, disponible sur <http://www.iwgia.org>.

Au regard de la liste des personnes citées dans le rapport, il s'avère qu'aucun leader Mbororo n'a été consulté, qu'aucune visite dans une localité Mbororo n'a été effectuée ni même qu'aucun interview avec les communautés n'a été réalisé. Les Mbororo ont interpellé le gouvernement à ce sujet et ont dénoncés le manque de consultation, sans résultat.



Participation effective et modalités de prise de décision des peuples autochtones forestiers du Cameroun

En 2015, une délégation de l'Union Européenne au Cameroun a financé un programme de 3 ans intitulé «*La prise de décision légitime et représentation effective des populations autochtones de la forêt au Cameroun*». (Impossible de trouver le titre exact en français de ce programme (qui semble être un programme FPP sous financement UE - Note de la traductrice)).

Les principales activités de ce projet sont :

- La cartographie des terres et des habitats des Baka et Bagyeli afin de sécuriser leurs terres;
- La désignation, par les communautés elle même, de personnes pouvant les représenter dans différents secteurs comme la foresterie, l'agriculture, l'industrie extractive minière, la santé, l'éducation, l'économie etc. ;

- Le financement et le support des activités génératrices de revenus ;
- La promotion de l'agriculture ;
- L'organisation de réunions communautaires afin de définir les besoins fondamentaux des communautés ;
- L'assistance des communautés autochtones devant faire face à de multiples pressions foncières, particulièrement dans la zone forestière du sud-est Cameroun ;
- L'information et la sensibilisation des peuples autochtones sur leurs droits par rapport aux projets forestiers, fonciers et miniers se développant actuellement dans le sud-est Cameroun ;
- Le support et l'assistance (financier et matériel) pour la scolarisation des enfants autochtones ;
- La sensibilisation et la formation des peuples autochtones au fait qu'ils peuvent effectivement donner leur point de vue dans les discussions et les projets qui les affectent.

Changement climatique

L'élaboration du processus de mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+ est en cours au Cameroun. L'organisation « *the African Indigenous Women's Organization Central African Network* » (AIWO-CAN) a été chargée du renforcement des capacités des peuples autochtones sur les mécanismes REDD+. A ce titre, elle a organisé en septembre 2015 à Abong Mbang (région de l'est Cameroun) un atelier sur les grandes lignes directrices du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE). L'objectif était de favoriser une meilleure compréhension du concept et des modalités de mise en œuvre. Au moins 40 personnes, toutes membres des communautés autochtones et venant de tout le pays, ont participé à cet atelier.

Les visites de sites (villages de Cyrille et Mayos) ont mis en évidence que les communautés ne sont pas informées du processus de CLPE et que les projets sont mis en œuvre sans même la consultation des communautés concernées. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), en partenariat avec le ministère de l'environnement a organisé en juin 2015 un atelier de restitution et de validation de la stratégie d'implication des peuples autochtones dans le processus REDD+ au Cameroun. Plusieurs organisations autochtones ont participé à cet atelier et ont fait des contributions et amendements au document stratégique. La publication de la version finale est en cours.

En novembre 2015, la coopération allemande (GTZ) a organisé un atelier pour renforcer la compréhension des projets et des mécanismes de mise en œuvre de REDD+ auprès des organisations de la société civile et des peuples autochtones. Les activités réalisées se sont concentrées sur le renforcement des capacités des peuples autochtones, sur les processus, objectifs, vision et progrès de mise en œuvre des projets REDD+ au Cameroun.

Atelier régional sur le document final de la conférence mondiale sur les peuples autochtones

La Commission Africaine des droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), en collaboration avec IWGIA et Mboscuda a organisé en décembre 2015 à Yaoundé,

l'atelier régional sur le document final de la Conférence mondiale des Peuples autochtones. Les deux principaux objectifs de cet atelier étaient :

- renforcer l'appropriation de ce document par les acteurs nationaux clé tels que les institutions nationales des droits de l'Homme, les parlementaires, les communautés et organisations autochtones, le gouvernement, la société civile, le secteur privé, les partenaires du développement et les universitaires ;
- Initier le dialogue entre les différents acteurs sur l'opérationnalité du document final au niveau national dans les pays Africains.

Quarante huit (48) personnes ont participé à cette rencontre à laquelle était également présente Mme. Victoria Tauli Corpuz, la reportrice spéciale des droits des peuples autochtones. La conférence était présidée par Mme Soyata Maiga, présidente du Groupe de travail sur les population et communautés autochtones du CADHP (Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples)

L'atelier a été clôturé par une déclaration et des recommandations² relatives à la mise en œuvre et l'application du document par le gouvernement, le CADHP, les institutions nationales des Droits de l'Homme, les organisations de la société civile, les Agences des Nations Unies et les partenaires du développement.

Journée internationale des peuples autochtones et festivals culturels autochtones

La journée internationale des peuples autochtones a été célébrée le 10 août 2015 sous le patronage du département en charge de ces questions au sein du MINAS (Ministère des Affaires Sociales). Le ministère de la santé publique était également présent à la cérémonie. Le thème de cette journée de célébration était « *L'après Agenda 2015 : assurer la santé et le bien-être des peuples autochtones* ». Les pasteurs nomades Mbororo et les communautés Baka ont pris part aux célébrations. La journée a été ponctuée de danses, de discours, d'expositions d'objets artisanaux, de présentations de préparations culinaires et de pratiques de médecines traditionnelles. Des discours ont été prononcés par deux leaders des communautés autochtones. Les discours ont souligné le manque de programmes et d'actions concrètes de la part du MINAS au cours de la dernière décennie ainsi que le manque effectif de participation des peuples autochtones dans le lancement de programmes les concernant. A titre d'exemple, il a été souligné que le MINAS et la Fondation pour le développement et l'environnement du Cameroun (FEDEC) on signé, durant la journée de célébration, un accord de financement des activités à réaliser dans la zone forestière Baka sans qu'aucun Baka n'ai été consulté ni même informé au préalable.

Grâce aux initiatives des pasteurs nomades Mbororo, la journée internationale des peuples autochtones a été célébrée dans tout le pays. Plus de 2000 Mbororo se sont rassemblés à Tibati (dans la région de l'Adamawa) et Limbé (dans la région du sud-ouest) pour les célébrations.

Des responsables administratifs ont pris part aux cérémonies et des discours sur la situation des Mbororo et les problèmes auxquels ils doivent faire face ont été prononcés.

² Disponible sur le lien suivant : <http://www.achpr.org/press/2015/12/d286/>

L'intention est de continuer à célébrer la journée internationale des peuples autochtones dans toutes les régions où vivent les Mbororo, grâce à la facilitation de Mboscuda.

En octobre 2015, Mboscuda a organisé à Didango (région de l'ouest), en collaboration avec le *Lamidat* (la chefferie traditionnelle Mbororo), le premier Festival culturel Mbororo du Cameroun. Plus de 500 pasteurs nomades Mbororo se sont rassemblés et ont réalisés de nombreuses activités dont : une course de cheval, l'élection d'une Miss et d'un Mister, des danses folkloriques, de nombreux jeux traditionnels, des expositions d'art traditionnel Mbororo, des narrations de contes etc. L'objectif du festival était de promouvoir la culture Mbororo, une culture menacée, et de sensibiliser les jeunes générations de Mbororo aux coutumes et croyances ancestrales. Le prochain festival devrait avoir lieu en novembre 2016, dans la région de l'Adamawa.

En décembre 2015, le festival culturel des peuples de la forêt a fait la promotion du groupe de musique Baka « GbinéBaka » de Moloundou (région de l'est). Le groupe est d'ailleurs parti en tournée dans la zone forestière habitée par les Baka. Les associations Baka ont également profité de l'occasion pour informer sur les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits des peuples autochtones. Des stands d'artisanat et de plantes médicinales Baka ont également été organisés. Ce festival a également bénéficié de la présence des autorités locales administratives et traditionnelle.

Hawe Bouba est vice présidente de MBOSCUDA (Mbororo Social and Cultural Association), membre de l'ACH-PR's WGIP et de la commission Nationale pour les Droits Humains et les Libertés du Cameroun. Avec la contribution de **Hassoumi Abdoulaye**, Député et secrétaire général de MBOSCUDA

Source : IWGIA, The Indigenous World 2016
Traduction de l'anglais par **Marine Robillard**
membre du réseau des experts pour l'Afrique